



Marseille le, 10 Juin 2010

Pour nos retraites Rien n'est joué ! Manifestons massivement le 24 juin

Les manifestations du 27 mai 2010 ont encore montré le refus des salariés du public et du privé d'une nouvelle régression en matière de retraites.

Le gouvernement ignore ces manifestations quand il ne les méprise pas et continue à louvoyer.

Un projet de loi doit être déposé le 24 juin mais les annonces gouvernementales faites 3 jours avant les manifestations du 27 mai ne laissent aucun doute : le gouvernement reste campé sur l'allongement de la durée de cotisations et le report de l'âge légal de départ à la retraite.

La taxation symbolique des hauts revenus n'étant annoncée que pour amuser la galerie.

A coup de petites phrases : "les régimes spéciaux ne seront pas touchés" "l'allongement de la durée de cotisation va s'appliquer graduellement", le gouvernement cherche surtout à nous diviser.

S'appuyant sur l'augmentation de l'espérance de vie, le gouvernement cherche à faire croire que le financement des retraites n'est possible que par le recul de l'âge légal de départ en

retraite et par l'augmentation de la durée de cotisation.

Mais il oublie singulièrement de dire que l'espérance de vivre « en bonne santé », c'est-à-dire sans handicap majeur, n'est que de 63,1 ans pour les hommes et de 64,2 ans pour les femmes, selon l'INSEE.

Le gouvernement oublie aussi de dire que s'il y a moins d'actifs, ils sont de plus en plus productifs et qu'il faut de moins en moins de salariés pour produire de plus en plus de richesses.

Le besoin de financement des retraites correspond à une augmentation des prélèvements de 10,4 points qui, lissée sur 40 ans, entraînerait 0,26 point de prélèvement supplémentaire par an.

Qui peut sérieusement prétendre qu'une telle augmentation mettrait en

danger l'économie française ?

Comme l'indique ATTAC, la seule application du taux de cotisation patronale aux dividendes distribués aux actionnaires comblerait immédiatement tout le déficit de la CNAV.



**La retraite à 60 ans à taux plein c'est possible
et c'est un choix de société.**

L'augmentation de la richesse nationale doit aller aux salaires et aux retraites

C'est pourquoi, à l'appel de l'intersyndicale FSU, CGT, CFTD, CFTC, SOLIDAIRES et UNSA, nous vous appelons à débrayer et à manifester massivement :

Jeudi 24 Juin 2010 à 10h30 au Vieux Port